

Les salariés sont en légitime défense

Du 17 au 21 juin 2013, donnons de la voix, de la force à nos exigences et à nos revendications !



- Chimie
- Caoutchouc
- Industrie Pharmaceutique
- Répartition Pharmaceutique
- Droguerie Pharmaceutique
- Instruments à écrire
- Laboratoires d'Analyses Médicales
- Navigation de Plaisance
- Officines
- Pétrole
- Plasturgie
- Négoce et prestations de services dans les domaines médico-techniques.

Les 20 et 21 juin 2013, se tient une conférence dite « sociale », comme l'année dernière, une causerie sur la moquette des salons parisiens pour que les organisations syndicales se lancent dans un dialogue social qui ne règlera en rien les dossiers préoccupant véritablement les salariés, la parole patronale ayant les faveurs du gouvernement.

Le gouvernement qui se préoccupe des chiffres de sa côte de popularité, de son « CDD » de 5 ans, tout en menant de front une politique contraire à ses engagements, dans la droite ligne de ses prédécesseurs.

LA CGT SE PRÉOCCUPE DE LA SITUATION SUBIE PAR LES SALARIÉS, LES FAMILLES, DE L'AVENIR DE LA JEUNESSE, DU PAYS, AVEC :

- Une casse sans précédent de nos industries, de ses emplois, due aux politiques d'austérité et à la stratégie financière des multinationales. Un acharnement patronal à exiger des profits exorbitants, puis à les dilapider dans la finance boursière au lieu de les investir dans l'avenir de l'entreprise.
- La volonté affichée de s'attaquer à la retraite, à la sécurité sociale et à tout ce que le patronat refuse de financer par les richesses de l'entreprise, pour préserver les profits.

La FNIC-CGT considère que cette énième conférence est une fois encore un jeu de dupes, une voie dangereuse si l'on ne construit pas parallèlement un rapport de forces à la hauteur des enjeux.

Les sujets sont connus, ventilés dans la presse, tout comme des objectifs gouvernementaux, participant à préparer les esprits à l'acceptation de nouveaux reculs sociaux au détriment des salariés, et au bénéfice des multinationales.

AGIR OU SUBIR : LA FNIC-CGT APPELLE SES SYNDICATS ET SES MILITANTS À FAIRE DE LA SEMAINE DU 17 AU 21 JUIN 2013, UN MOMENT FORT DE DÉBATS, DE MOBILISATIONS, DE DÉLÉGATIONS ET DE DÉPÔTS DES REVENDICATIONS DANS LES ENTREPRISES.

On ne doit rien attendre de cette conférence dite « sociale », ni attendre une issue positive en la laissant déléguer à la façade d'un « syndicalisme d'appareils rassemblés », où certains utilisent l'affiche pour masquer leurs alliances avec le MEDEF faites dans le dos des travailleurs.

Réf. EL/ZK.
Circ. Générale
Montreuil, le
06/06/2013

SEULE COMPTE L'UNITÉ D'ACTION DES SALARIÉS AGISSANT AVEC LUCIDITÉ, FORCE, TÉNACITÉ, AUTOUR DE LEURS REVENDICATIONS.

L'action est un acte démocratique qui place les salariés en situation d'être acteurs dans les choix qui engagent leur avenir et leurs droits en tant que salariés et citoyens.

C'est la priorité dans l'action démocratique qu'entend engager la CGT avec les salariés.

C'est maintenant qu'il faut construire ou reconstruire un puissant rapport de forces pour résister à ce qu'on nous présente partout comme inéluctable :

LES RESULTATS DE 2012, COMME LES ANNEES PRECEDENTES, SONT LA.

AIR LIQUIDE	1609 Millions €
MICHELIN	1 571 Millions €
L'OREAL	2 868 Millions €
LVMH	3 424 Millions €
SANOFI	8 179 Millions €
TOTAL	12 400 Millions €

Ces 6 groupes totalisent en profits l'équivalent de la masse salariale annuelle de 834 000 salariés à 3000€/mois, alors qu'ils suppriment des milliers d'emplois chaque année, abandonnant des activités industrielles nécessaires au pays.

La crise, elle est là, elle est dans le refus d'utiliser ces richesses pour développer nos industries, l'emploi et le progrès social. Pour que l'économie marche, il faut que ces richesses servent à investir dans la recherche, dans l'outil de travail et dans les projets d'avenir, tout comme dans les salaires, permettant ainsi à ces milliards d'€ de circuler dans la consommation, remplissant les carnets de commandes, l'emploi ..., etc. À l'inverse, avec l'austérité, on crée la récession économique, la pauvreté.

Au partage de la misère que développent patronat et gouvernement, opposons l'exigence de partage des richesses créées dans l'entreprise.

Rien n'est joué ! Tout est entre nos mains !

**SALAIRES ET PENSIONS,
RETRAITES/PENIBILITE,
EMPLOIS/ INDUSTRIE,
DOIVENT ETRE AU CŒUR
DES POLITIQUES D'AVENIR
POUR LES SALARIES ET
LA POPULATION.**

La Fédération appelle ses syndicats à faire de la semaine du 17 au 21 juin 2013, un grand rendez-vous des militants avec les salariés. Dans toutes les branches d'activités, sur tous les sites, ORGANISONS des débats, des distributions de tracts, des dépôts de motion auprès de nos directions d'entreprises, des prises de paroles ... etc.

Que cette semaine du 17 au 21 juin 2013 soit une grande semaine d'actions dans nos entreprises, au plus près du terrain, là où se créent les richesses, pour engager la nécessaire unité des salariés et la convergence des luttes.